

F. 96 - 439

[C - 27081]

**14 DECEMBRE 1995. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux délégations en matière de recettes et dépenses à imputer au budget de l'Office wallon de Développement rural et à la gestion journalière confiée aux fonctionnaires dirigeants de l'Office wallon de Développement rural**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 69;

Vu la loi du 22 juillet 1970 relative au remembrement légal des biens ruraux;

Vu la loi du 12 juillet 1976 portant des mesures particulières en matière de remembrement légal de biens ruraux lors de l'exécution de grands travaux d'infrastructure;

Vu la loi du 14 juillet 1976 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 2, § 3;

Vu la loi du 10 janvier 1978 portant des mesures particulières en matière de remembrement à l'amiable de biens ruraux;

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991;

Vu le décret du 6 avril 1995 dotant l'Office wallon de Développement rural du statut de service à gestion séparée;

Vu l'arrêté royal du 22 avril 1977 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, modifié par les arrêtés royaux des 28 mai 1979, 4 février 1980, 20 août 1981, 30 mars 1983, 19 août 1985 et 19 mars 1990;

Vu l'arrêté royal du 13 décembre 1977 relatif aux délégations en matière de passation et d'exécution des marchés publics de travaux, de fournitures et de services, modifié par l'arrêté royal du 20 août 1981;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 avril 1995 portant création d'une division dénommée Office wallon de Développement rural au sein du Ministère de la Région wallonne;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre qui a le budget dans ses attributions;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'en raison de la modification du statut de l'Office wallon de Développement rural, les délégations accordées sur la base du décret du 28 février 1991 sont devenues caduques;

Considérant qu'il s'impose d'octroyer sans retard les délégations de pouvoirs que réclame le bon fonctionnement du service public;

Considérant qu'il convient de maintenir une autonomie fonctionnelle et organisationnelle conformément à l'exposé des motifs qui a justifié le décret du 6 avril 1995 dotant l'Office wallon de Développement rural du statut de service à gestion séparée;

Sur la proposition du Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation, et du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

**CHAPITRE Ier. — Dispositions générales**

**Article 1er.** Les délégations de pouvoirs sont octroyées aux membres du personnel statutaire de la Région wallonne. Les délégations octroyées au titulaire d'une fonction le sont également au fonctionnaire chargé de cette fonction.

**Art. 2.** En cas d'absence ou d'empêchement du Secrétaire général ou du Directeur général, les délégations dont il est investi sont, à défaut de dispositions contraires, accordées pendant la durée de l'absence ou de l'empêchement, à l'Inspecteur général de la Division concernée.

**Art. 3.** En cas d'absence ou d'empêchement de l'Inspecteur général, les délégations dont il est investi ainsi que les délégations visées à l'article 2, sont accordées, pendant la durée de l'absence ou de l'empêchement, au fonctionnaire qui, au sein de la Division, possède la plus grande ancienneté de grade dans le grade de rang immédiatement inférieur.

**Art. 4.** Les supérieurs hiérarchiques d'un fonctionnaire délégué peuvent, pour quelque cause que ce soit, exercer les délégations octroyées à celui-ci par le présent arrêté. Ils ne peuvent toutefois substituer leur décision à celle qui aurait été prise et notifiée par le fonctionnaire délégué.

**Art. 5.** Les montants prévus dans le présent arrêté couvrent la totalité de la dépense et s'entendent taxe sur la valeur ajoutée non comprise.

Lorsqu'il s'agit de la souscription à un abonnement, à une revue, à un périodique ou à une banque de données ou lorsqu'il s'agit d'une location, la dépense couvre le coût annuel de l'abonnement ou de la location à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée.

**CHAPITRE II. — Délégations en matière de dépenses et recettes inscrites au budget de l'Office wallon de Développement rural**

**Art. 6.** Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes au sein de l'Office wallon de Développement rural, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer, dans le cadre des activités de leur Direction s'il échet, toute dépense imputable sur le budget de l'Office wallon de Développement rural :

— Inspecteur général : 1 250 000 francs.

— Directeur : 75 000 francs.

**Art. 7.** Délégation est accordée à l'Inspecteur général fonctionnaire dirigeant de l'Office wallon de Développement rural pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses jusqu'à 100 000 francs relatives aux missions à l'étranger, à la participation à des séminaires et colloques et aux frais de réunions.

**Art. 8.** L'Inspecteur général fonctionnaire dirigeant de l'Office wallon de Développement rural ou les fonctionnaires de niveau 1 désignés à cet effet par celui-ci sont habilités à approuver et ordonnancer les dépenses à charge des crédits inscrits au budget de l'Office wallon de Développement rural.

**Art. 9.** L'Inspecteur général fonctionnaire dirigeant de l'Office wallon de Développement rural est désigné en qualité d'ordonnateur des recettes inscrites aux articles du budget de l'Office wallon de Développement rural.

**Art. 10.** Les fonctionnaires en charge du contrôle des engagements, de la comptabilité de l'Office et de la comptabilité des Comités en matière de remembrement, désignés par arrêtés ministériels du 14 mai 1992, conservent leur charge jusqu'à la désignation de leurs successeurs. Ceux-ci sont à désigner par arrêté ministériel du Ministre du Budget parmi les fonctionnaires de l'Office wallon de Développement rural.

### CHAPITRE III. — Dispositions particulières relatives aux missions de l'Office wallon de Développement rural

**Art. 11. § 1er.** Lorsque les délégations octroyées par les dispositions du présent arrêté concernent un marché public pour lequel la Région wallonne est le maître de l'ouvrage ou l'acheteur, les titulaires des fonctions mentionnées dans ces dispositions ont délégation, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour :

1° arrêter et approuver le cahier spécial des charges ou les documents en tenant lieu, procéder au choix du mode de passation, à l'engagement de la procédure et à la conclusion du marché;

2° imposer le contrôle des prix, lorsque celui-ci n'est pas obligatoire, dans les conditions fixées par l'article 7 de l'arrêté royal du 22 avril 1977 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

3° accomplir les actes relatifs à l'exécution du marché.

— Secrétaire général ou Directeur général : 1 250 000 francs.

— Inspecteur général : 500 000 francs.

— Directeur : 75 000 francs.

§ 2. En ce qui concerne l'approbation du cahier spécial des charges ou des documents en tenant lieu, seul le Secrétaire général, le Directeur général ou l'Inspecteur général concerné peut, dans le cadre des activités des services relevant de leur autorité respective, prendre les décisions prévues par les articles 3, § 2, 6 et 10 de l'arrêté royal du 22 avril 1977, à savoir :

— décider des dérogations au cahier général des charges;

— décider de traiter à prix provisoires ou à remboursement;

— prévoir l'octroi d'avances.

**Art. 12.** Dans le cadre de l'approbation de travaux supplémentaires ou modificatifs pour lesquels la Région wallonne est le maître de l'ouvrage ou le pouvoir subsidiant, le montant des décomptes successifs peut être approuvé par les titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants et pourcentages du montant initial de la soumission repris en regard de leur grade :

— Secrétaire général ou Directeur général : 15 % jusqu'à 1 250 000 francs.

— Inspecteur général : 15 % jusqu'à 500 000 francs.

— Directeur : 15 % jusqu'à 75 000 francs.

**Art. 13.** Chaque fonctionnaire délégué est tenu de communiquer trimestriellement au Secrétaire général du Ministère de la Région wallonne, par la voie hiérarchique :

1° une liste des engagements et ordonnancements qu'il a réalisés en application des dispositions du présent arrêté;

2° un inventaire des nouvelles acquisitions patrimoniales, avec l'indication du numéro d'inventaire attribué au matériel et de sa localisation.

**Art. 14.** Les documents visés à l'article 13 sont transmis au Secrétaire général dans un délai de quinze jours après l'expiration de la période trimestrielle concernée. Le Secrétaire général communique lesdits documents aux Ministres fonctionnellement compétents.

**Art. 15.** Les dispositions qui précèdent n'ont pas pour effet de dessaisir l'Inspecteur général fonctionnaire dirigeant de l'Office wallon de Développement rural du pouvoir d'engager, d'approuver et d'ordonnancer toute dépense visée par le présent arrêté.

**Art. 16.** Sans préjudice de l'article 15, les délégations de pouvoirs en engagement sont suspendues dès que le montant des dépenses engagées par les fonctionnaires délégués atteint 75 % des crédits prévus pour l'article budgétaire concerné. La suspension peut être levée moyennant autorisation préalable de l'Inspecteur général fonctionnaire dirigeant de l'Office wallon de Développement rural.

Cette disposition n'est toutefois pas applicable en matière de dépenses fixes.

### CHAPITRE IV. — La gestion journalière

**Art. 17.** Dans le cadre des opérations de remembrement légal de biens ruraux et des actions de politique foncière décidées par la Région wallonne, délégation est accordée à l'Inspecteur général fonctionnaire dirigeant de l'Office wallon de Développement rural pour prendre toutes les décisions et tous les engagements utiles à la réalisation des missions définies aux 1° et 3° de l'article 2 du décret du 6 avril 1995 dotant l'Office wallon de Développement rural du statut de service à gestion séparée.

**Art. 18.** Dans le cadre des demandes formulées par les communes, délégation est accordée à l'Inspecteur général de la Division concernée pour prendre toutes les décisions et tous les engagements utiles à la réalisation des missions définies aux 2° et 4° de l'article 2 du décret précité.

**Art. 19.** Délégation est accordée à l'Inspecteur général fonctionnaire dirigeant de l'Office wallon de développement rural et aux directeurs de centres régionaux pour les décisions et les engagements utiles à la réalisation des missions prévues au sens des articles 17 et 18 :

— la signature des actes de remembrement prévus dans les lois du 22 juillet 1970 relative au remembrement légal de biens ruraux, du 12 juillet 1976 portant des mesures particulières en matière de remembrement légal de biens ruraux lors de l'exécution de grands travaux d'infrastructure et du 10 janvier 1978 portant des mesures particulières en matière de remembrement à l'amiable de biens ruraux;

— la signature de mainlevées;

— la signature de baux;

— la signature de conventions, de contrats d'auteur de projet; de sous-traitance, de service, d'études;

— l'exercice du droit de préemption reconnu par les lois du 22 juillet 1970 et du 12 juillet 1976 mentionnées ci-dessus;

— l'exercice d'actes conservatoires;

— la gestion des biens acquis dans le cadre des missions de l'Office.

#### CHAPITRE V. — Dispositions abrogatoires et finales

Art. 20. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1996 sauf en ce qui concerne le chapitre IV qui entre en vigueur dès sa parution au *Moniteur belge*.

Art. 21. Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation et le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture sont chargés, chacun pour ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 14 décembre 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,  
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

#### ÜBERSETZUNG

D. 96 – 439

[C – 27081]

14. DEZEMBER 1995. — Erlaß der Wallonischen Regierung über die Übertragung von Befugnissen im Bereich der im Haushalt des "Office wallon de Développement rural" (Wallonisches Amt für ländliche Entwicklung) einzutragenden Einnahmen und Ausgaben und über die den leitenden Beamten anvertraute tägliche Verwaltung des "Office wallon de Développement rural"

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 69;

Aufgrund des Gesetzes vom 22. Juli 1970 über die gesetzliche Flurbereinigung von ländlichen Gütern;

Aufgrund des Gesetzes vom 12. Juli 1976 über Sondermaßnahmen im Bereich der gesetzlichen Flurbereinigung von ländlichen Gütern bei großen Infrastrukturarbeiten;

Aufgrund des Gesetzes vom 14. Juli 1976 über öffentliche Aufträge von Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen, insbesondere des Artikels 2 § 3;

Aufgrund des Gesetzes vom 10. Januar 1978 über Sondermaßnahmen im Bereich der gütlichen Flurbereinigung von ländlichen Gütern;

Aufgrund der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Rechnungsführung des Staates;

Aufgrund des Dekrets vom 6. April 1995 zur Verleihung des Statuts einer getrennt verwalteten Dienststelle an das "Office wallon de Développement rural";

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 22. April 1977 über öffentliche Aufträge von Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 28. Mai 1979, 4. Februar 1980, 20. August 1981, 30. März 1983, 19. August 1985 und 19. März 1990;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 13. Dezember 1977 bezüglich der Übertragung von Befugnissen für die Vergabe und Ausführung von öffentlichen Aufträgen von Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 20. August 1981;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. April 1995 zur Schaffung einer "Office wallon de Développement rural" genannten Abteilung innerhalb des Ministeriums der Wallonischen Region;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, abgeändert durch die Gesetze vom 9. August 1980, 16. Juni 1989 und 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß wegen der Änderung des Statuts des "Office wallon de Développement rural" die aufgrund des Dekrets vom 28. Februar 1991 erteilten Vollmachten ungültig geworden sind;

In der Erwägung, daß die für eine reibungslose Arbeit des öffentlichen Dienstes erforderlichen Vollmachten unverzüglich erteilt werden müssen;

In der Erwägung, daß in Übereinstimmung mit den Beweggründen, die zur Verabschiedung des Dekrets vom 6. April 1995 zur Verleihung des Statuts einer getrennt verwalteten Dienststelle an das "Office wallon de Développement rural" geführt haben, die funktionelle und organisatorische Selbständigkeit dieses Amtes aufrechterhalten bleiben muß;

Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung und des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt die Wallonische Regierung:

#### KAPITEL I. — Allgemeine Bestimmungen

Artikel 1. Die Vollmachten werden den statutarischen Personalmitgliedern der Wallonischen Region erteilt. Die dem Inhaber eines Amtes erteilten Vollmachten werden ebenfalls dem mit diesem Amt beauftragten Beamten erteilt.

**Art. 2.** Im Falle der Abwesenheit oder der Verhinderung des Generalsekretärs oder des Generaldirektors ergehen mangels anderslautender Bestimmungen die ihm erteilten Vollmachten während der Dauer dieser Abwesenheit bzw. Verhinderung an den Generalinspektor der betreffenden Abteilung.

**Art. 3.** Im Falle der Abwesenheit oder der Verhinderung des Generalinspektors ergehen während der Dauer dieser Abwesenheit bzw. Verhinderung die ihm erteilten Vollmachten sowie ebenfalls die in Artikel 2 gemeinten Vollmachten an den Beamten, der innerhalb der Abteilung über das größte Dienstalter in der unmittelbar niedrigeren Gradstufe verfügt.

**Art. 4.** Die Vorgesetzten eines bevollmächtigten Beamten sind berechtigt, aus irgendwelchem Grund die ihm durch den vorliegenden Erlaß erteilten Vollmachten auszuüben. Sie dürfen jedoch nicht ihre eigene Entscheidung gelten lassen anstelle derjenigen, die der bevollmächtigte Beamte getroffen und notifiziert hätte.

**Art. 5.** Die im vorliegenden Erlaß festgelegten Beträge decken die gesamte Ausgabe und verstehen sich exklusive Mehrwertsteuer.

Wenn es sich um ein Abonnement handelt, ob für ein Magazin, eine Zeitschrift oder eine Datenbank, oder um eine Miete, deckt die Ausgabe die jährlichen Kosten des Abonnements oder der Miete exklusive Mehrwertsteuer.

KAPITEL II. — *Vollmachten im Bereich der im Haushalt  
des "Office wallon de Développement rural" einzutragenden Ausgaben und Einnahmen*

**Art. 6.** Den Inhabern der folgenden Ämter innerhalb des "Office wallon de Développement rural" wird die Vollmacht erteilt, gegebenenfalls im Rahmen der Aktivitäten ihrer jeweiligen Direktion jegliche Ausgabenverpflichtungen, -genehmigungen und -anweisungen zu tätigen, die auf den Haushalt des "Office wallon de développement rural" anrechenbar sind, und zwar bis zur Höhe des neben dem entsprechenden Dienstgrad erwähnten Betrags:

- Generalinspektor: 1 250 000 Francs.
- Direktor: 75 000 Francs.

**Art. 7.** Dem Generalinspektor leitenden Beamten des "Office wallon de Développement rural" wird die Vollmacht erteilt, jegliche Ausgabenverpflichtungen, -genehmigungen und -anweisungen zu tätigen bis zur Höhe von 100 000 Francs für Aufträge im Ausland, für die Teilnahme an Seminaren und Kolloquien und für mit Versammlungen verbundenen Kosten.

**Art. 8.** Der Generalinspektor leitende Beamte des "Office wallon de Développement rural" oder die von ihm zu diesem Zweck bezeichneten Beamten der Stufe 1 sind dazu ermächtigt, die zu Lasten der im Haushaltsplan des "Office wallon de Développement rural" eingetragenen Ausgaben zu genehmigen und anzuweisen.

**Art. 9.** Der Generalinspektor leitende Beamte des "Office wallon de Développement rural" wird als Anweisungsbefugter für die in den Artikeln des Haushaltsplans des "Office wallon de Développement rural" eingetragenen Einnahmen bezeichnet.

**Art. 10.** Die durch die Ministerialerlasse vom 14. Mai 1992 bezeichneten, mit der Kontrolle der Verpflichtungen, der Buchführung des "Office" und der Buchführung der Ausschüsse in Sachen Flurbereinigung beauftragten Beamten behalten ihren jeweiligen Auftrag bis zur Bezeichnung ihrer Nachfolger. Diese werden durch einen Erlaß des Ministers des Haushalts unter den Beamten des "Office wallon de Développement rural" bezeichnet.

KAPITEL III. — *Sonderbestimmungen über die Aufgaben des "Office wallon de Développement rural"*

**Art. 11. § 1.** Wenn die durch die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses erteilten Vollmachten einen öffentlichen Auftrag betreffen, bei dem die Wallonische Region Bauherr oder Käufer ist, sind die in diesen Bestimmungen erwähnten Amtsinhaber bis zur Höhe der neben ihrem Dienstgrad angeführten Beträge bevollmächtigt, um:

1° das Sonderlastenheft oder die als solches geltenden Unterlagen zu bestimmen und zu genehmigen, die Art der Auftragsvergabe festzulegen, den Verfahrensanfang und die Auftragschließung zu bestimmen;

2° im Rahmen der in Artikel 7 des Königlichen Erlasses vom 22. April 1977 über öffentliche Aufträge von Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen festgelegten Bedingungen die Preiskontrolle aufzuerlegen, wenn diese nicht obligatorisch ist;

3° die mit der Durchführung des Auftrags zusammenhängenden Tätigkeiten auszuführen.

- Generalsekretär oder Generaldirektor: 1 250 000 Francs.
- Generalinspektor: 500 000 Francs.
- Direktor: 75 000 Francs.

**§ 2.** Was die Genehmigung des Sonderlastenheftes oder der als solches geltenden Unterlagen betrifft, ist nur der betroffene Generalsekretär, Generaldirektor oder Generalinspektor, im Rahmen der Aktivitäten der Dienststellen, die seiner jeweiligen Befugnis unterstehen, dazu berechtigt, die durch Artikeln 3 § 2 6 und 10 des Königlichen Erlasses vom 22. April 1977 vorgesehenen Entscheidungen zu treffen, nämlich:

- Entscheidungen über Abweichungen vom allgemeinen Lastenheft;
- Entscheidungen über den Abschluß von Aufträgen zu provisorischen Preisen oder mit einer Rückzahlungsklausel;
- Entscheidungen über die Gewährung von Vorschüssen.

**Art. 12.** Im Rahmen der Genehmigung von zusätzlichen oder abändernden Leistungen, bei denen die Wallonische Region Bauherr ist oder Zuschüsse zahlt, kann der Betrag der aufeinanderfolgenden Abrechnungen von den nachstehend erwähnten Amtsinhabern genehmigt werden, und zwar bis zur Höhe der neben ihrem jeweiligen Dienstgrad angeführten Beträge und Prozentsätze des ursprünglichen Betrags des Submissionsangebots:

- Generalsekretär oder Generaldirektor: 15 % bis 1 250 000 Francs;
- Generalinspektor: 15 % bis 500 000 Francs;
- Direktor: 15 % bis 75 000 Francs.

**Art. 13.** Jeder bevollmächtigte Beamte ist verpflichtet, dem Generalsekretär des Ministeriums der Wallonischen Region jedes Quartal auf dem Dienstwege folgende Unterlagen zu übermitteln:

1° eine Liste der Ausgabenverpflichtungen und -anweisungen, die er in Anwendung der Bestimmungen des vorliegenden Erlasses getätigt hat;

2° eine Bestandsaufnahme der neuen vermögensrechtlichen Anschaffungen unter Angabe der Inventarnummer, die dem Material zugeteilt worden ist, und seines Standortes.

Art. 14. Die in Artikel 13 erwähnten Unterlagen werden dem Generalsekretär innerhalb einer Frist von vierzehn Tagen nach Ablauf des entsprechenden Quartals zugestellt. Der Generalsekretär übermittelt sie dann den von der Funktion her zuständigen Ministern.

Art. 15. Die vorangehenden Bestimmungen führen nicht dazu, daß dem Generalinspektor leitenden Beamten des "Office wallon de Développement rural" seine Befugnis in Sachen Ausgabenverpflichtungen, -genehmigungen und -anweisungen für jegliche im vorliegenden Erlaß gemeinte Ausgabe entzogen wird.

Art. 16. Unbeschadet des Artikels 15 werden die Vollmachten für Ausgabenverpflichtungen aufgehoben, sobald der von den Bevollmächtigten Beamten angewiesene Gesamtbetrag 75 % der für den betreffenden Haushaltsartikel vorgesehenen Mittel erreicht. Diese Aufhebung kann beendet werden mit der vorherigen Erlaubnis des Generalinspektors leitenden Beamten des "Office wallon de Développement rural".

Diese Bestimmung gilt jedoch nicht für feste Ausgaben.

#### KAPITEL IV. — Die tägliche Führung

Art. 17. Im Rahmen der gesetzlichen Flurbereinigung von ländlichen Gütern und der von der Wallonischen Region beschlossenen Maßnahmen im Bereich der Bodenpolitik, wird dem Generalinspektor leitenden Beamten des "Office wallon de Développement rural" die Vollmacht erteilt, Entscheidungen zu treffen und alle nützlichen Ausgabenverpflichtungen zu tätigen für die Verwirklichung der in Artikel 2, 1° und 3° des Dekrets vom 6. April 1995 zur Verleihung des Statuts einer getrennt verwalteten Dienststelle an das "Office wallon de Développement rural" erwähnten Aufgaben.

Art. 18. Im Rahmen der von den Gemeinden eingereichten Anträge wird dem Generalinspektor der entsprechenden Abteilung die Vollmacht erteilt, Entscheidungen zu treffen und alle nützlichen Ausgabenverpflichtungen zu tätigen für die Verwirklichung der in Artikel 2, 2° und 4° des vorgenannten Dekrets erwähnten Aufgaben.

Art. 19. Dem Generalinspektor leitenden Beamten des "Office wallon de Développement rural" und den Direktoren der regionalen Zentren wird die Vollmacht erteilt, Entscheidungen zu treffen und alle nützlichen Ausgabenverpflichtungen zu tätigen für die Verwirklichung der im Sinne der Artikeln 17 und 18 gemeinten Aufgaben:

— die Unterschrift der Flurbereinigungsurkunden, die in den Gesetzen vom 22. Juli 1970 über die gesetzliche Flurbereinigung von ländlichen Gütern, vom 12. Juli 1976 über Sondermaßnahmen im Bereich der gesetzlichen Flurbereinigung von ländlichen Gütern bei großen Infrastrukturarbeiten und vom 10. Januar 1978 über Sondermaßnahmen im Bereich der gütlichen Flurbereinigung von ländlichen Gütern vorgesehen wird;

— die Unterschrift von Aufhebungen;

— die Unterschrift von Miet- und Pachtverträgen;

— die Unterschrift von Abkommen und Projektautorverträgen sowie von Zulieferungs-, Dienstleistungs- und Studienverträgen;

— die Ausübung des durch die Gesetze vom 22. Juli 1970 und 12. Juli 1976 anerkannten Vorkaufsrechts;

— die Durchführung von vorsorglichen Rechtsgeschäften zur Erhaltung, Sicherung oder Wahrung von Rechten;

— die Verwaltung von im Rahmen der Aufgaben des "Office" erworbenen Gütern.

#### KAPITEL V. — Aufhebungs- und Schlußbestimmungen

Art. 20. Der vorliegende Erlaß tritt am 1. Januar 1996 in Kraft, mit Ausnahme des Kapitels IV, das sofort nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft tritt.

Art. 21. Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung und der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft werden jeder in seinem Bereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 14. Dezember 1995.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,  
R. COLLIGNON

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,  
J.-E. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,  
G. LUTGEN

#### VERTALING

N. 96 — 439

[C — 27081]

14 DECEMBER 1995. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de delegaties inzake ontvangsten en uitgaven ten laste van de begroting van de "Office wallon de Développement rural" (Waalse Dienst voor Plattelandsontwikkeling) alsook het dagelijks beheer toegekend aan de leidende ambtenaren van de "Office wallon de Développement rural"

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 69;

Gelet op de wet van 22 juli 1970 op de ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van de wet;

Gelet op de wet van 12 juli 1976 houdende bijzondere maatregelen inzake ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van de wet bij de uitvoering van grote infrastructuurwerken;

Gelet op de wet van 14 juli 1976 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, inzonderheid op artikel 2, § 3;

Gelet op de wet van 10 januari 1978 houdende bijzondere maatregelen inzake ruilverkaveling van landeigendom in der minne;

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991;

Gelet op het decreet van 6 april 1995 houdende toekenning van het statuut van dienst met afzonderlijk beheer aan de "Office wallon de Développement rural" (O.W.D.R.) (Waalse Dienst voor Plattelandsontwikkeling);

Gelet op het koninklijk besluit van 22 april 1977 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 28 mei 1979, 4 februari 1980, 20 augustus 1981, 30 maart 1983, 19 augustus 1985 en 19 maart 1990;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 december 1977 betreffende het overdragen van bevoegdheid inzake de gunning en de uitvoering van de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 augustus 1981;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 april 1995 tot oprichting van een afdeling genaamd "Office wallon de Développement rural" (Waalse Dienst voor Plattelandsontwikkeling) bij het Ministerie van het Waalse Gewest;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het advies van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de delegaties toegekend overeenkomstig het decreet van 28 februari 1991 niet meer geldig zijn wegens de wijziging van het statuut van de O.W.D.R.;

Overwegende dat het geboden is de bevoegdheidsdelegaties onverwijld toe te kennen voor de goede werking van de openbare dienst;

Overwegende dat het geboden is een functionele en structurele autonomie te behouden overeenkomstig de memorie van toelichting van het decreet van 6 april 1995 houdende toekenning van het statuut van dienst met afzonderlijk beheer aan de "Office wallon de Développement rural";

Op de voordracht van de Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming en van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. De bevoegdheidsdelegaties worden toegekend aan de statutaire personeelsleden van het Ministerie van het Waalse Gewest. De delegaties toegekend aan de titularis van een functie worden ook toegekend aan de ambtenaar belast met deze functie.

Art. 2. Bij afwezigheid of hinder van de secretaris-generaal of van de directeur-generaal en indien er geen andersluidende bepalingen zijn, worden hun delegaties toegekend aan de inspecteur-generaal van de betrokken afdeling voor de duur van hun afwezigheid of hinder.

Art. 3. Bij afwezigheid of hinder van de inspecteur-generaal en voor de duur van zijn afwezigheid of hinder, worden zijn delegaties en de in artikel 2 vermelde delegaties toegekend aan de ambtenaar die, binnen zijn Afdeling, de grootste graadanciënniteit heeft in de graad van de naast lagere rang.

Art. 4. De hiërarchische meerderen van een gemachtigde ambtenaar kunnen, voor welke reden dan ook, de aan deze ambtenaar krachtens dit besluit toegekende delegaties waarnemen. Zij kunnen echter hun beslissing niet doen gelden in de plaats van die die door de gemachtigde ambtenaar genomen en bekendgemaakt zou zijn.

Art. 5. De bij dit besluit voorziene bedragen dekken de volledige uitgave en worden verstaan zonder belasting op de toegevoegde waarde.

Voor de intekening op een abonnement, een magazine, een tijdschrift of een databank of voor een huur dekt de uitgave de jaarlijkse kostprijs van het abonnement of de huur met uitzondering van de belasting op de toegevoegde waarde.

#### HOOFDSTUK II. — Bevoegdheidsdelegaties inzake ontvangsten en uitgaven ten laste van de begroting van de "Office wallon de Développement rural"

Art. 6. De titularissen van volgende functies in de schoot van de "Office wallon de Développement rural" worden gemachtigd tot vastlegging, goedkeuring en ordonnanciering van alle uitgaven ten laste van de begroting van de O.W.D.R., in het kader van de activiteiten van hun Directie zo nodig, ten belope van het bedrag vermeld tegenover hun graad :

- inspecteur-generaal : 1 250 000 frank;
- directeur : 75 000 frank.

Art. 7. De inspecteur-generaal, leidend ambtenaar van de "Office wallon de Développement rural", wordt gemachtigd tot vastlegging, goedkeuring en ordonnanciering van alle uitgaven tot een bedrag van 100 000 frank voor opdrachten in het buitenland, deelneming aan seminaries et colloquia en vergaderingskosten.

Art. 8. De inspecteur-generaal, leidend ambtenaar van de "Office wallon de Développement rural", of de door hem daartoe aangewezen ambtenaren van niveau 1 zijn gemachtigd tot goedkeuring en ordonnanciering van de uitgaven ten laste van de kredieten van de begroting van de "Office wallon de Développement rural".

Art. 9. De inspecteur-generaal, leidend ambtenaar van de "Office wallon de Développement rural", wordt aangesteld in de hoedanigheid van ordonnateur van de ontvangsten ingeschreven op de artikelen van de begroting van de "Office wallon de Développement rural".

Art. 10. De bij ministeriële besluiten van 14 mei 1992 aangestelde ambtenaren belast met de controle op de vastleggingen, de comptabiliteit van de Dienst en de comptabiliteit van de ruilverkavelingscomités blijven hun ambt waarnemen tot aan de aanstelling van hun opvolgers. Deze worden aangesteld bij ministerieel besluit van de Minister van Begroting onder de ambtenaren van de "Office wallon de Développement rural".

HOOFDSTUK III. — *Bijzondere bepalingen voor de opdrachten van de "Office wallon de Développement rural"*

**Art. 11. § 1.** Wanneer de bij de bepalingen van dit besluit toegekende delegaties betrekking hebben op een overheidsopdracht waarvan het Waalse Gewest opdrachtgever of koper is, hebben de titularissen van de functies vermeld in dit besluit machtiging, ten belope van het bedrag vermeld tegenover hun graad, om :

1° het bijzonder bestek of de daarvoor geldende documenten vast te stellen en goed te keuren, over te gaan tot de keuze van de gunning, de bepaling van de procedure en de afsluiting van de opdracht;

2° de controle op de prijzen op te leggen, indien hij niet verplicht is, onder de voorwaarden van artikel 7 van het koninklijk besluit van 22 april 1977 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

3° handelingen te verrichten in verband met de uitvoering van de opdracht.

— Secretaris-generaal of directeur-generaal : 1 250 000 frank.

— Inspecteur-generaal : 500 000 frank.

— Directeur : 75 000 frank.

§ 2. Wat betreft de goedkeuring van het bijzonder bestek of van de daarvoor geldende documenten kunnen alleen de secretaris-generaal, de betrokken directeur-generaal of inspecteur-generaal, binnen het kader van de activiteiten van de diensten die onder hun respectievelijke bevoegdheid ressorteren, de beslissingen nemen, die voorzien zijn bij artikelen 3, § 2, 6 en 10 van het koninklijk besluit van 22 april 1977, met name :

— beslissen af te wijken van de algemene aannemingsvoorwaarden;

— beslissen te handelen met voorlopige prijzen of onder terugbetaling;

— het toekennen van voorschotten voorzien.

**Art. 12.** In het kader van de goedkeuring van bijkomende of wijzigingswerken waarvan het Waalse Gewest de opdrachtgever of de subsidiërende overheid is, kan het bedrag van de opeenvolgende afrekeningen goedgekeurd worden door de titularissen van volgende functies, ten belope van de bedragen en fracties van het oorspronkelijk bedrag van de inschrijving zoals vermeld tegenover hun graad :

— Secretaris-generaal of directeur-generaal : 15 % tot 1 250 000 BEF.

— Inspecteur-generaal : 15 % tot 500 000 BEF.

— Directeur : 15 % tot 75 000 BEF.

**Art. 13.** Iedere gemachtigde ambtenaar is ertoe gehouden om de drie maanden :

1° een lijst van de vastleggingen en ordonnanceringen die hij uitgevoerd heeft overeenkomstig de bepalingen van dit besluit;

2° een lijst van de nieuwe patrimoniale aanwinsten, met vermelding van het inventarisnummer toegekend aan het materieel en zijn localisatie aan de secretaris-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest te doen toekomen langs de hiërarchische weg.

**Art. 14.** De in artikel 13 vermelde bescheiden worden aan de secretaris-generaal overgemaakt binnen een termijn van vijftien dagen na het einde van het betrokken kwartaal. De secretaris-generaal doet deze bescheiden aan de functioneel bevoegde Ministers toekomen.

**Art. 15.** De voorafgaande bepalingen hebben niet tot doel de bevoegdheid tot vastlegging, goedkeuring en ordonnanciering van alle bij dit besluit bedoelde uitgaven aan de inspecteur-generaal, leidend ambtenaar van de "Office wallon de Développement rural", te onttrekken.

**Art. 16.** Onverminderd artikel 15 worden de bevoegdheidsdelegaties inzake vastleggingen opgeheven zodra het bedrag van de door de gemachtigde ambtenaren vastgelegde uitgaven 75 % bereikt van de kredieten voorzien in het betrokken begrotingsartikel. De opheffing kan geschorst worden mits voorafgaande machtiging van de inspecteur-generaal, leidend ambtenaar van de "Office wallon de Développement rural".

Deze bepaling is echter niet toepasselijk op vaste uitgaven.

HOOFDSTUK IV. — *Dagelijks beheer*

**Art. 17.** In het kader van de verrichtingen van ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van de wet en van verrichtingen van grondbeleid besloten door het Waalse Gewest wordt de inspecteur-generaal, leidend ambtenaar van de "Office wallon de Développement rural", gemachtigd tot het nemen van alle beslissingen en vastleggingen noodzakelijk voor de uitvoering van de opdrachten bepaald in artikel 2, 1° en 3°, van het decreet van 6 april 1995 houdende toekenning van het statuut van dienst met afzonderlijk beheer aan de "Office wallon de Développement rural".

**Art. 18.** In het kader van de verzoeken ingediend door de gemeenten wordt de inspecteur-generaal van de betrokken afdeling gemachtigd alle beslissingen en alle vastleggingen te treffen, die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van de in artikel 2, 2° en 4°, van hogervermeld decreet bedoelde opdrachten.

**Art. 19.** De inspecteur-generaal, leidend ambtenaar van de "Office wallon de Développement rural", en de directeurs van de regionale centra worden gemachtigd alle beslissingen en alle vastleggingen te treffen, die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van de opdrachten, zoals bedoeld in artikelen 17 en 18 :

— de ondertekening van de ruilverkavelingsakten voorzien bij de wetten van 22 juli 1970 op de ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van de wet, van 12 juli 1976 houdende bijzondere maatregelen inzake ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van de wet bij de uitvoering van grote infrastructuurwerken en van 10 januari 1978 houdende bijzondere maatregelen inzake ruilverkaveling van landeigendom in der minne;

— de ondertekening van handlichtingen;

— de ondertekening van pachten;

— de ondertekening van overeenkomsten, contracten met projectontwerpers, onderaanbestedingen, diensten, studies;

— de uitvoering van het recht van voorkoop erkend bij de hogervermelde wetten van 22 juli 1970 en 12 juli 1976;

— de uitvoering van conservatoire maatregelen;

— het beheer van goederen verworven in het kader van de opdrachten van de Dienst.

HOOFDSTUK V. — *Opheffings- en slotbepalingen.*

Art. 20. Dit besluit wordt van kracht op 1 januari 1996, behalve wat betreft hoofdstuk IV dat van kracht wordt zodra het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 21. De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming en de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 14 december 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,  
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN

## ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

## MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

11 DECEMBER 1995. — Koninklijk besluit tot goedkeuring der proeventarieven, vastgesteld door de Bestuurscommissie van de Proefbank voor vuurwapens

[11429]

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 24 mei 1888, gewijzigd bij deze van 10 augustus 1923, houdende regeling van de toestand der te Luik gevestigde Proefbank voor vuurwapens, inzonderheid op artikel 6;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 juni 1924 houdende het algemeen reglement der Proefbank voor vuurwapens gevestigd te Luik, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 juni 1995;

Gelet op de beraadslaging van de Bestuurscommissie van de Proefbank voor vuurwapens van 25 oktober 1995 waarbij voor het eerste semester van het jaar 1996 de tarieven der reglementaire proeven van de vuurwapens vastgesteld worden;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het noodzakelijk is de bedoelde tarieven onmiddellijk toe te passen ten einde de werking van de Proefbank voor vuurwapens te verzekeren;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister, Minister van Economie en Telecommunicatie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het tarief voor de reglementaire proeven der vuurwapens, vastgesteld voor het eerste semester van het jaar 1996 door de Bestuurscommissie van de Proefbank voor vuurwapens, gevoegd bij dit besluit, wordt goedgekeurd.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1996.

Art. 3. Onze Minister tot wiens bevoegdheid de Economische Zaken behoren is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 11 december 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister  
en Minister van Economie en Telecommunicatie,  
E. DI RUPO

## MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

11 DECEMBRE 1995. — Arrêté royal approuvant les tarifs des épreuves, fixés par la Commission administrative du Banc d'épreuves des armes à feu

[11429]

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 24 mai 1888, modifiée par celle du 10 août 1923 portant réglementation de la situation du Banc d'épreuves des armes à feu établi à Liège, notamment l'article 6;

Vu l'arrêté royal du 30 juin 1924 portant règlement général du Banc d'épreuves des armes à feu établi à Liège, dernièrement modifié par l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> juin 1995;

Vu la délibération de la Commission administrative du Banc d'épreuves des armes à feu du 25 octobre 1995 fixant pour le premier semestre de l'année 1996 les tarifs des épreuves réglementaires des armes à feu;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que l'application immédiate des tarifs visés est indispensable afin d'assurer le fonctionnement du Banc d'épreuves des armes à feu;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Economie et des Télécommunications,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1<sup>er</sup>. Le tarif des épreuves réglementaires des armes à feu, fixé pour le premier semestre de l'année 1996 par la Commission administrative du Banc d'épreuves des armes à feu, annexé au présent arrêté, est approuvé.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1996.

Art. 3. Notre Ministre qui a les Affaires économiques dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 11 décembre 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre  
et Ministre de l'Economie et des Télécommunications,  
E. DI RUPO